

# L'Argent Juste

par Markus VOGT

(Traduit de l'allemand par Mme. A. Elmendorff-Pfeifer, Düsseldorf)

*La crise financière actuelle n'est pas encore surmontée. Une politique financière capable d'avenir doit en même temps épargner avec sagesse et investir avec sagesse. L'éthique théologique contribue à formuler des règles afin que l'argent serve une prospérité comprise globalement.*

La soi-disant crise EURO est plus qu'un problème de budgets financiers surendettés de certains pays comme la Grèce, l'Irlande, l'Espagne et le Portugal. Elle est une crise de la confiance en la stabilité de notre système économique et monétaire. Il est prévisible que l'abri de sauvagement européen, s'élevant actuellement à 750 milliards d'Euro, doit être élargi. Même aux Etats Unis le Ministre des Finances, Timothy Geithner, a abordé la possibilité actuelle d'une faillite de l'Etat. L'endettement s'y élève à 10,7 billions d'Euro, une somme presque inimaginable. Au début de l'an 2011 l'endettement de l'Etat allemand est monté à presque 1,9 billions d'Euro, c'est-à-dire à 23 100 Euro par tête. Selon les informations de la Fédération des Contribuables (allemande) le nouvel endettement s'accroît actuellement de 3.600 Euro par seconde.

Nous vivons sans doute au-dessus de nos moyens. Contracter des dettes, ce qui selon la théorie économique de l'économiste réputé John Maynard Keynes (1883 - 1946) est justifié pour surmonter des faiblesses conjoncturelles et pour donner de nouvel élan à l'économie, est devenu une situation permanente. Il semble évident que cette situation ne peut pas continuer comme telle à l'infini et qu'à un certain moment une rupture du système surviendra: Nous vivons sur crédit, déplaçons les coûts et les risques à l'avenir et permettons à l'aide de la politique de l'argent bon marché une prospérité que d'autres personnes doivent payer.

## **Sur crédit**

Malgré toute préoccupation relative aux déficits budgétaires il ne faut pas ignorer qu'en Allemagne, par suite de réactions rapides et décidées les effets les plus graves de la crise financière ont été surmontés. Un collapsus du système n'est pas survenu. L'économie a récupéré remarquablement vite. Le marché de travail s'accroît. Maintes personnes parlent d'un nouveau miracle économique allemand. La Grèce aussi a réalisé une mode d'épargne comparativement sévère. Au sein de l'EU se multiplient les voix qui exigent une discipline budgétaire plus stricte et une nouvelle architecture des marchés financiers.

Il n'y a pas de réponse facile à la question de savoir quelles conclusions éthiques il faut tirer du surendettement. Il n'est guère possible de sortir brusquement du genre de politique monétaire comme nous l'avons pratiquée depuis des décennies. Cela étranglerait la conjoncture, pousserait possiblement encore plus en haut les dettes et ne garantirait en aucun cas les chances de remboursement. Malgré la et partiellement à cause de la crise financière des investissements sont nécessaires - par exemple dans de nouvelles technologies, dans la protection du climat, dans la formation intellectuelle, dans la santé ou l'intégration sociale. Nous devons en même temps épargner avec sagesse et investir avec sagesse. Une bonne politique financière dans des temps de crise semble ressembler à la quadrature du cercle.

La crise financière a réanimé la discussion relative à la défense d'intérêts. Le scepticisme envers le système des intérêts et des banques est enraciné dans le livre Deutéronome (23,29) de l'ancien testament: "Tu ne dois pas prendre des intérêts de ton frère, ni pour l'argent, ni pour la nourriture, ni pour toute autre chose pour laquelle l'on pourrait prendre des intérêts". Dans l'Eglise catholique la défense d'intérêts était en vigueur jusqu'en 1830. Elle se retrouve

de façon similaire aussi au Coran (surates 2) et elle est pratiquée partiellement jusqu'à aujourd'hui dans les communautés musulmanes.

Un système monétaire exempt d'intérêts serait un contre-modèle par rapport à la contrainte de croissance inhérente au système actuel et est considéré par beaucoup de gens comme contradiction à une économie solide à long terme et donc tenant compte des générations. C'est ainsi que par exemple le théologien Thomas Ruster défend un intérêt négatif. Par conséquent il serait nécessaire de payer pour un avoir monétaire une taxe. Cela encouragerait de mettre en circulation de la monnaie. Quelques monnaies régionales désirent appuyer l'économie locale, comme par exemple le "Chiemgauer", opèrent cela en pratique.

### **Pourquoi des intérêts?**

Cependant, la cause de la crise actuelle n'est pas le système des intérêts comme tel, mais l'introduction des nouveaux produits financiers qui à un haut degré découplent les chances des profits de la création de plus-values des entreprises. Ici il faut des règles qui contrôlent le volume monétaire offert de telle manière que tant l'inflation que la déflation sont évitées et que l'argent est transformé en valeurs, grâce à des innovations de caractère économique réel. L'abolition de l'interdiction d'intérêts peut objectivement être justifiée par la fonction modifiée des intérêts dans une économie moderne. Normalement il ne s'agit pas de crédits de consommation et de taxes qui exploitent une situation de détresse, ce qui est visé par l'interdiction des intérêts par la Bible, mais de prêts d'investissement et d'une compensation relative à l'approvisionnement flexible en argent des acteurs, sans lesquels une économie moderne ne serait pas possible. Aujourd'hui les intérêts ont une triple fonction: L'intérêt est la compensation pour le risque que le créancier n'est pas en mesure de rembourser l'argent lui prêté; il permet la participation aux profits et est une indemnité pour avoir renoncé à d'autres possibilités d'exploiter de l'argent; et finalement un intérêt minimum fixé par les banques centrales à l'aide duquel elles peuvent compenser des fluctuations conjoncturelles, dirige l'économie.

Le scepticisme général envers le système d'intérêts et de la politique monétaire est devant cet arrière-plan non pas raisonnable sous l'aspect éthique. L'argent sert l'épargne pour des possibilités futures de devenir actif. L'argent est la liberté empreinte, comme l'a souligné le philosophe et sociologue Georg Simmel (1858-1918). La critique théologique est seulement opportune quand l'argent devient un instrument médial créant du sens et quand la logique de l'échangibilité arbitraire devient l'image du monde. Alors l'argent devient le Mammon le quel l'on ne peut pas servir en même temps que Dieu (Mt. 6,24). Il serait cependant une faute de catégorie de vouloir dériver de la critique culturelle sur "la danse autour du veau d'or" (Ex 32) un jugement définitif sur toutes les opérations monétaires. La théologie ne délève pas des exigences d'une discussion objectivement différenciée.

Des aiguillages politiques destinés à renforcer le secteur financier ont débuté fin des années soixante-dix en Grande Bretagne et aux Etats Unis. L'objectif en étaient des impulsions de croissance pour surmonter l'endettement et l'inflation. Faute de coordination et par suite de l'internationalisation des marchés comprimés au moyen de nouvelles techniques de communication des réglementations nationales venaient de plus en plus sous pression. Depuis les années quatre-vingt dix les réglementations du marché financier ont été relâchées pas à pas. Les opérations bancaires devenaient l'industrie financière qui commercialise l'argent comme une marchandise en vue des attentes de profit différent. L'économie devait réaliser l'optimum de profits. Entre 1980 et 2007 les transferts financiers globaux quotidiens se sont accrus de 62 à presque 3.500 milliards de US-dollar. Il en résultait une prédominance de l'économie monétaire sur la soi-disant économie réelle. Cela devient problématique quand les marchés monétaires, au lieu de servir la dynamique de la création de plus-values d'entreprises

les forcent, à l'inverse, dans la logique partiellement toute différente, abstraite, de vie courte et "virtuelle", celle du "shareholder value" (valeur de l'actionnaire).

### **Réformer les marchés financiers**

Les énormes courants monétaires qui chaque jour circulent autour du globe empreignent surtout depuis mi des années quatre-vingt-dix l'économie et donc les chances vitales d'innombrables hommes. Ils ont rendu possible la grande vitesse d'innovations à travers le monde. En même temps les risques des systèmes ont augmenté. En vertu de ces réactions positives entre les attentes des acteurs le système tend à une dynamique de boom et bust, donc d'essor et de crise économique. La crise financière actuelle a eu depuis longtemps plusieurs prédécesseurs, comme par exemple 1992/1993 en Scandinavie, 1994/95 au Mexique, 1997/98 en Asie, mais aussi par la crise New-Economy en 2000 et la crise du marché immobilier, aux Etats Unis en 2000 qui s'est élargie à la crise financière et économique mondiale. L'instabilité des marchés financiers et donc aussi de l'économie est le résultat de structures qui ont été créées systématiquement dans les deux décennies passées. La crise n'est donc pas simplement le sort, mais elle doit être répondue sur le plan éthique-politique. Une réforme fondamentale des systèmes de règles économiques et financiers est nécessaire, si nous ne voulons pas bientôt tomber dans une crise similaire. Jusqu'ici une réforme a seulement été promise, mais non pas réalisée.

Des représentants de l'éthique sociale chrétienne ont depuis longtemps attiré l'attention sur des risques du secteur financier. L'Encyclique sociale "Quadragesimo anno" (1931) qui était rédigée comme réaction à la crise économique mondiale de l'époque a déjà mis le doigt dans la plaie. Un auteur principal était le Jésuite Oswald von Nell-Breuning (1890 - 1991) qui en 1928 avait publié sa dissertation "Eléments fondamentaux de la morale boursière". Le plus éclatant est aujourd'hui l'accumulation monstrueuse pas seulement du capital mais aussi du pouvoir l'hégémonie économique dans les mains de quelques personnes qui très souvent ne sont pas propriétaires mais fiduciaires ou administrateurs du bien leur confié duquel ils disposent avec une perfection de pouvoir sans limite...Avec le crédit ils dominent la circulation du sang du corps économique; l'élément vital de l'économie est tellement sous leur poing que personne n'ose pouvoir respirer sans leur instruction" ("Quadragesimo anno" no.105 sq.). Cette diagnose d'une balance déficitaire du pouvoir dans les structures économiques est aujourd'hui actuelle comme toujours.

### **Egalité dans le donner et le prendre**

La monnaie n'est pas une grandeur neutre de valeur, mais en vertu de son influence empreigne tous les domaines de vie liée à un haut degré de responsabilité. Au sein de l'Eglise et de la société il y a un besoin considérable de former la conscience en vue des dimensions éthiques de la monnaie qui à cause de son "caractère anonyme" sont ignorées.

Sous l'aspect de la théorie de justice les problèmes de la crise financière ainsi que les critères pour les surmonter se laissent analyser au moyen des trois dimensions fondamentales: *justice légale*, *justice de distribution* ainsi que *justice d'échange*. Pour comprendre la crise financière la défaillance de certaines personnes - avidité et corruption - est d'une importance moins forte par rapport au déficit de réglementations des institutions supérieures. La *justice légale* exige un Etat fort qui permet la transparence et - contrôle efficacement les transactions financières. Du point de vue éthique des produits financiers et des marchés financiers pour lesquels un tel contrôle ne peut être garanti ne sont pas admis. Il sera une des tâches primaires de la politique économique des prochains ans de créer un nouveau cadre juridique global pour sécurer le salut public. A l'ombre de la crise financière ont eu lieu et ont lieu en Allemagne et dans beaucoup d'autres pays d'énormes rapports de redistributions. Des profits ont été privatisés, des risques ont été collectivisés. Des banques importantes pour le système financier ont été

assurées par des ressources financières publiques et réalisent à nouveau des profits record, tandis que l'Etat se voit forcé d'épargner dans le domaine social d'une mesure hyperproportionnelle les déficits nés. Des pays en développement et des pays émergents à faible solvabilité souffrent particulièrement fort. La *justice de distribution* exige au sein du système financier que ses effets de redistribution sont de façon critique analysés et, si possible, limités. Cela vaut sur le plan national et sur le plan international et doit également se rapporter à la répartition de chances et de risques.

Du point de vue systématique la crise financière est surtout un problème de la *justice d'échange*, parce que les systèmes de paiement se sont effondrés et l'équité de donner et de prendre n'est pas garantie dans les interactions économiques. Par la perte géante de la valeur des actions des lieux de travail sont détruits et de grandes parties de l'économie sont paralysées. Beaucoup de pays en développement ont perdu la participation loyale à des marchés d'échange globaux et aux relations de coopération. Dans les situations de contrainte se produisant les immeubles, les entreprises, les banques, les terres arables et les matières premières sont vendus sous valeur. La justice d'échange, donc l'égalité de donner et de prendre, exige un système financier stable et transparent.

### **Que signifie conforme aux générations?**

Une politique financière conforme aux générations doit s'éprouver dans toutes les trois dimensions. Avant tout elle a besoin d'un cadre juridique stable. Elle ne doit pas charger les générations futures par endettement ainsi que par l'affaiblissement du capital social et en nature. En tant que médium d'échange central elle doit permettre le développement économique, la coopération et la participation de beaucoup de gens et devenir ainsi une grandeur dynamique de la justice.

La crise financière touche des questions de principe visant notre modèle de la prospérité. Elle est en relation étroite avec la compréhension de l'économie orientée unilatéralement vers les quantités de biens et les profits, de sorte que des dimensions sociales et écologiques de la qualité de vie qui souvent ne se laissent pas traduire en valeurs monétaires sont perdues de vue. En outre, de cette façon les coûts des activités économiques sont transférés à d'autres personnes, pendant le temps surtout aux générations subséquentes. Le succès financier doit être mesuré par une compréhension compréhensive et à long terme de la prospérité des acteurs participants. L'étalon traditionnel, à savoir l'indice du produit social national, qui unilatéralement préfère des valeurs mesurables en monnaie, doit être au moins complété pour le soi-disant *Index of Sustainable Economic Welfare* qui inclue des facteurs de permanence comme la qualité des ressources et la formation intellectuelle. La contribution spécifique des Eglises pour surmonter la crise financière consiste surtout à attirer l'attention sur de tels contextes éthiques-culturels. Le catholique allemand Alois Glück, Président du Comité Central des Catholiques allemand, résume : " Sans un changement culturel nous n'avons pas de chance pour un développement positif permanent".

### **Règles d'or**

Il serait faux d'interpréter la crise financière exclusivement comme un exemple de pénurie et de la vouloir surmonter par des mesures d'épargne draconiennes. Il est important de donner aux investissements une nouvelle orientation et un étalon capable d'être contrôlés, afin que l'économie financière serve l'économie réelle au lieu de tirer celle-ci dans le ban des spéculations. Un pas important en direction de l'agir économique conforme aux générations sont les "règles d'or de la consolidation budgétaire" qui ont été formulées 2009 dans le traité de coalition du gouvernement fédéral (p. 19-21). En outre, le système financier doit être structuré plus bienveillant de défauts, surtout les mécanismes de refinancement. Ceci comprend aussi d'amoinrir le risque en augmentant le capital propre, même qu'ainsi le

rendement du capital propre est réduit, rendement qui détermine la rentabilité de l'entreprise. Des agences de classification indépendantes qui évaluent la solvabilité des entreprises ainsi une sorte de TÜV (service de surveillance technique) pour de nouveaux produits financiers sont des mesures faciles d'imaginer.

Au-dessus des mesures limitant les risques nous avons besoin de réformes de politique financière et économique qui sont au service de la protection du climat, sécurité alimentaire ainsi que la formation intellectuelle, du travail et de la santé, afin que les pénuries d'aujourd'hui deviennent des marchés d'innovation de demain. Les mesures individuelles doivent être enrobées dans une conception à long terme, concordées les unes aux autres et transformées en pratique de façon conséquente. Comme modèle peut servir l'introduction d'une "économie de marché éco-sociale" sur le plan mondial. Sans celle-ci une politique financière et économique conforme aux générations n'est finalement pas possible.

### **Croissance capable d'avenir**

Les marchés financiers font partie d'évènements économiques complexes qui comme un tout produisent ou détruisent des valeurs et la prospérité. C'est pourquoi le revenu produit sur le marché de capitaux n'est pas une matière privée, non pas seulement création de plus-value, mais prélèvement de profits et donc dû au salut public. Tel, même le spéculateur réussi Warren Buffet exige une taxation plus élevée du capital parce que celui-ci n'est pas seulement créé par un rendement individuel, mais aussi par le hasard et certaines possibilités de prélèvements de profits. La revendication d'introduire un impôt d'abord sur les transactions sur les marchés financiers, favorisée d'abord seulement par beaucoup de représentants des Eglises mais aussi par le Ministre des Finances Wolfgang Schäuble et la Chancelière Angela Merkel mais après cependant sacrifiée, ne doit pas être définitivement essuyée de la table. Les facteurs travail, énergie (matières premières) et capital devraient être employés pour le financement des dépenses publiques et cela de façon pondérée tant que possible et conformément à leur capacité de créer de plus-values.

L'art de gérer l'argent consiste dans la relation de discipline d'épargne et de courage d'investir- en faveur d'hommes et de procédures qui ouvrent l'avenir. La dominance unilatérale de la logique du marché de capitaux a dans beaucoup de domaines eu pour résultat que depuis des décennies nous administrons notre économie aux dépens de l'avenir malgré de hauts taux de croissance. Si la crise financière sert comme début pour surmonter cette fausse situation elle s'éprouvera à posteriori comme "dé-tromperie" salutaire, comme fin de la tromperie qu'une économie qui s'emprunte des générations futures de l'argent et autres formes du capital ne peut à la longue pas être stable. La crise financière a démontré de façon impressionnante qu'une grande partie de ce que nous appelons - apparemment matériellement solide "capital" - est quelque chose de très immatériel et fragile . La forme la plus importante du capital est la confiance.